



**Yaoundé, 30 Août 2021 - Comme à chaque saison de pluies, le Cameroun ploie sous l'eau. L'ONG interpelle le gouvernement et l'appelle à mettre en place un plan de gestion des risques et catastrophes efficace.**

Le retour des pluies ce mois d'août a été à l'origine de plusieurs inondations dans trois régions du Cameroun (Littoral, Extrême-nord et Adamaoua.) Les bilans font état d'au moins deux morts et plusieurs dégâts matériels. Face à cette situation qui semble s'empirer au fil des ans, les réponses du gouvernement camerounais semblent ne pas endiguer la saignée. Et ce sont les populations qui trinquent.

Dans la nuit du lundi (21 août 2021), une forte pluie s'est abattue dans la ville de Ngaoundéré (Région de l'Adamaoua) causant des inondations, avec à la clé plusieurs dégâts matériels. La région de l'extrême nord n'est pas en reste, depuis le début du mois d'août 2021, des cas d'inondations sont enregistrés dans plusieurs départements de la région. Le cas de la ville de Douala est symptomatique de cette situation qui perdure. Les conséquences sont parfois très lourdes allant jusqu'aux pertes humaines. Ces inondations qui deviennent récurrentes au Cameroun comme dans plusieurs autres pays du monde sont l'un des signes forts que les changements climatiques sont une réalité et nécessitent une action urgente des dirigeants.

Ranece Jovial Ndjedja, responsable campagne chez Greenpeace Afrique, déclare " Il faut

attaquer le problème à la racine. Les inondations dont nous sommes victimes aujourd'hui sont le fruit d'une faible voire absence de prévision de la part du gouvernement." En 2020 seulement, près de 160 000 personnes ont été affectées par les inondations dans l'extrême-nord du Cameroun, une région déjà fortement touchée par les exactions de la secte Boko Haram et qui devait comme le reste du monde faire face à la pandémie de COVID 19. Une grande partie de la ville de Douala avait été affectée, y compris le centre-ville.

Greenpeace Afrique appelle le gouvernement du Cameroun à prendre ses responsabilités et reconsidérer les engagements internationaux en matière gestion des risques et catastrophe naturel, de protection des personnes et de lutte contre changement climatique. "Nous constatons que, pour des villes comme Douala et Yaoundé, la sortie des cours d'eau de leur lit est liée en partie au bouchage des drains par les bouteilles plastiques. Où en sommes-nous avec l'interdiction de l'utilisation des emballages plastiques non biodégradables décidée en 2014? Il est clair que son 'implémentation s'est limitée aux premières semaines de la signature de l'arrêté!", S'exclame Ranèce Jovial Ndjéudja.

Il est plus qu'urgent pour le Cameroun de s'assurer de mettre en œuvre les mesures prévues dans son plan de contingence. Il est également important de mettre en place les mesures d'adaptation afin de prévenir les catastrophes liées au climat changeant mais aussi protéger les populations et leurs biens, et ainsi rester en cohérence avec ses engagements internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques.

**Luchelle Feukeng, Chargée de la Communication**

+237 656 46 35 45

[lfeukeng@greenpeace.org](mailto:lfeukeng@greenpeace.org)

**Ranèce Jovial Ndjéudja, responsable campagne forêts, Greenpeace Afrique**

+237 699901742

[rndjeudj@greenpeace.org](mailto:rndjeudj@greenpeace.org)

---